

Boris Johnson, du Capitole à la Roche tarpéienne ?

Marie-Claire Considère-Charon

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/1 Printemps**, PAGES 121 À 132

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304766

DOI 10.3917/pe.221.0121

Date de mise en ligne : 10/03/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-1-page-121?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-1-page-121?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Boris Johnson, du Capitole à la Roche tarpéienne ?

Par **Marie-Claire Considère-Charon**

Marie-Claire Considère-Charon est professeur honoraire à l'université de Franche-Comté.

Boris Johnson est un personnage atypique qui a su s'attirer les faveurs d'une partie importante des Britanniques, y compris dans des fiefs travaillistes. Sa détermination à achever le Brexit lui a permis de remporter les élections générales de 2019, mais une fois nommé Premier ministre, il a fait l'objet de critiques virulentes pour sa gestion chaotique des affaires. Confronté à des scandales et accusé de mettre à mal la démocratie, il pourrait être contraint de quitter prématurément le pouvoir.

politique étrangère

À l'aube de 2021, le Premier ministre britannique s'adressait à la nation avec enthousiasme, saluant l'arrivée imminente d'un nouveau vaccin issu des laboratoires d'Oxford et le début d'une nouvelle ère post-Brexit. Cette année allait pourtant être ponctuée d'une série de polémiques et de scandales, au point que ses chances de survie politique devaient paraître compromises. Néanmoins, lors de son discours du 31 décembre 2021, le Premier ministre semblait n'en avoir cure. Il se félicitait de voir le Royaume-Uni aborder 2022 dans une situation « incomparablement meilleure » sur le plan sanitaire.

Un an après la sortie effective du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), et deux ans et demi après l'arrivée de Boris Johnson au 10 Downing Street, on peut s'interroger sur le parcours singulier de ce chef de gouvernement, dont l'ascension et la popularité record ont surpris bien des observateurs. Si son parcours est inévitablement associé au Brexit, qu'il a piloté et fait aboutir, son mandat a été aussi fortement marqué par la gestion du Covid-19, et émaillé de révélations qui ont considérablement terni son image jusqu'au sein de son propre parti.

L'homme du Brexit

Le 9 juillet 2018, Boris Johnson, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères, démissionnait du gouvernement de Theresa May. Il déclarait que le projet de cette dernière n'était qu'un « demi-Brexit » qui, s'il était adopté, relèguerait le Royaume-Uni au statut de colonie, de larges parts de son économie restant prisonnières du système européen. Ces propos, de la part d'un des plus farouches partisans du *leave*, ajoutèrent au discrédit de la Première ministre qui démissionna le 7 juin 2019. En dépit de trois tentatives infructueuses, elle n'avait pas réussi à faire ratifier l'Accord de retrait assorti du *backstop*¹ qu'elle avait négocié avec les Européens. L'imbrication de la question nord-irlandaise dans la problématique plus vaste de la future relation commerciale avec l'UE avait conduit à une impasse politique qui semblait inextricable.

Le 24 juillet 2019, le lendemain de son élection comme chef du Parti conservateur avec 66,4 % des voix, Boris Johnson, qui avait fait du Brexit l'alpha et l'oméga de sa vision politique, succéda à Theresa May. Dès son arrivée au pouvoir, il se montra déterminé à obtenir de l'UE, avant le 31 octobre 2019, une rupture nette et avantageuse, à même de garantir le retour à la pleine souveraineté du royaume ou, à défaut d'y parvenir, à opter pour une sortie sans accord. Mais les plans du nouveau Premier ministre se heurtèrent à l'opposition du Parlement, largement hostile au *no deal*. Le projet de loi déposé par le député travailliste Hilary Benn visant à exclure une sortie sans accord – que Boris Johnson qualifia de « projet de la capitulation » – fut voté le 4 septembre 2019 avec l'appui de 21 membres du Parti conservateur.

Le 17 octobre 2019, Boris Johnson obtenait la révision du protocole nord-irlandais et la suppression du dispositif honni du *backstop*, maintes fois déclaré non renégociable par les Européens, au profit d'un *frontstop* qui plaçait la frontière en mer d'Irlande. Il se félicitait de la signature d'un accord « fantastique », assorti d'un nouveau protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord, qui détaillait l'organisation des échanges entre la Grande-Bretagne et la province britannique.

Après avoir tenté en vain de proroger le Parlement de cinq semaines pour avoir les mains libres, il dut s'incliner devant la décision de la Cour suprême qui, le 24 septembre 2019, jugea illégale cette prorogation.

1. Le *backstop* était un filet de sécurité destiné à éviter le retour d'une frontière « dure » entre les deux Irlandes. Cette solution, qui avait vocation à être provisoire, maintenait le Royaume-Uni dans une union douanière avec le bloc européen tandis que l'Irlande du Nord restait alignée sur les normes européennes.

Il prit alors le pari d'organiser des élections législatives anticipées – les troisièmes en cinq ans – dans le but de se doter d'une large majorité favorable à son projet.

Passé maître dans l'art de faire campagne, Boris Johnson remporta une victoire spectaculaire et inédite, offrant aux conservateurs une majorité de quatre-vingts sièges grâce au ralliement de nombreux électeurs travaillistes. Il réalisa ainsi l'exploit d'« enfoncer le mur rouge » constitué par les circonscriptions traditionnellement acquises au *Labour* dans le nord et le centre de l'Angleterre. L'accord du 17 octobre 2019 fut ratifié par le Parlement avec l'appui du Parti travailliste le 23 janvier 2020. Au sommet de sa popularité avec 66 % d'opinions favorables², l'homme du Brexit paraissait alors en mesure de se maintenir longtemps au pouvoir.

Les ingrédients du succès

Au cours de sa carrière, Boris Johnson s'est construit une réputation de génie politique, doté d'une capacité exceptionnelle à conduire et remporter les campagnes électorales. Un talent illustré en 2008 lors de son élection à la mairie de Londres, puis en 2019 avec cette victoire inédite des conservateurs dans les fiefs travaillistes du nord et du centre de l'Angleterre. En mai 2021, le triomphe des *Tories* à Hartlepool, bastion historique du *Labour* jugé imprenable, fut considéré comme une preuve supplémentaire de ses dons. Comment un conservateur aussi atypique que Boris Johnson a-t-il pu devenir aussi populaire ?

Hirsute, débraillé ou même négligé, il affiche le style non conventionnel d'un Monsieur Tout-le-monde, indifférent à l'apparence et aux codes vestimentaires qu'arborent habituellement les élus de son parti. Son allure peu soignée est d'autant plus insolite qu'elle tranche avec ses origines sociales et son parcours éducatif. Issu de la caste des anciens du collège d'Eton, féru de latin, francophone et rompu aux exercices de rhétorique à Oxford, Boris Johnson s'est pourtant forgé un personnage en marge de l'élite anglaise traditionnelle dont il est issu. Il a misé pour cela sur le naturel, la proximité, la simplicité et une sorte de légèreté qui contraste nettement avec le style des responsables politiques du Parti conservateur. Il apparaît ainsi comme quelqu'un de direct, jovial et sans artifice.

Tel un comédien, il sait se mettre en scène en adoptant l'habit de celui auquel il veut ressembler, et plaire. Tantôt ouvrier du bâtiment, policier,

2. « How Well is Boris Johnson Doing as Prime Minister ? », Yougov, 13 avril 2020, disponible sur : yougov.co.uk.

pêcheur, boulanger, soignant ou restaurateur, il s'est coulé pendant la campagne électorale de 2019 dans tous les rôles de composition, quitte à adopter des postures parfois grotesques. Il a en tout cas réussi à convaincre qu'il se préoccupait de ses compatriotes, quel que soit leur statut social.

Mais la clé de sa réussite, comme maire de Londres ou chef du gouvernement, est sans doute son aptitude à communiquer une vision prometteuse de l'avenir et à insuffler confiance et optimisme à son auditoire. C'est grâce à sa légèreté et sa bonne humeur qu'il est parvenu à se faire pardonner bien des écarts et erreurs tactiques.

Get Brexit done est devenu le mantra de Boris Johnson

Son style de communication constitue une autre composante majeure du personnage. Il s'appuie sur des messages courts, simples, accrocheurs, voire ludiques, semblables à des slogans publicitaires, martelés à l'envi et qui lui servent à présenter sommairement ses projets politiques. *Get Brexit done* est devenu son mantra lors de la campagne électorale de 2019, après *Let's take back control* pendant la campagne référendaire pro-Brexit. Le mode impératif confère à ces slogans un caractère péremptoire, permettant au locuteur d'éveiller la conscience du destinataire tout en s'appropriant ses choix.

Ses objectifs politiques ont été clairement identifiés lors de la campagne de 2019 avec l'acronyme DUDE (qui signifie « gars » dans le registre familier) : *Deliver Brexit, Unite the country, Defeat Jeremy Corbyn and E for Energize*. Ce slogan avait l'avantage de prêcher l'unité, l'efficacité et le retour à une nation vibrante d'activité. Un autre mantra de Boris Johnson est *Make Britain great again*, qui rappelle bien sûr le MAGA de Donald Trump : la sortie de l'UE allait ouvrir une nouvelle ère et permettrait de libérer le potentiel du pays.

Ces slogans, en forme de credo politique, sous-tendent un positionnement idéologique souverainiste jugé conforme aux aspirations de l'électorat conservateur, généralement plus à droite que ses élus. En effet, beaucoup d'adhérents et sympathisants de ce parti vieillissant demeurent attachés à la mémoire de l'Empire britannique et à l'héritage de la Seconde Guerre mondiale. La montée du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) dans la première décennie du siècle, puis le score très élevé remporté par son avatar, le Parti du Brexit, aux élections européennes de 2019³, ont fait durablement évoluer le Parti conservateur vers un discours identitaire.

3. L'UKIP, devenu le Parti du Brexit, a été le grand gagnant des élections européennes de 2019 avec 30 % des voix et 29 sièges, reléguant le Parti conservateur à la cinquième place. Ce parti, emmené par Nigel Farage, était constitué de partisans d'un Brexit dur, opposés à toute forme de compromis avec l'UE.

Dans sa démarche de conquête de l'opinion, Boris Johnson a été servi par des circonstances favorables. Il a su tirer parti des échecs de Theresa May et de l'extrême lassitude du public vis-à-vis de l'incapacité du Parlement à s'entendre sur la mise en œuvre du Brexit. Il a également misé sur le rejet de l'*establishment* qui s'est développé en réponse aux politiques d'austérité des années Cameron, responsables de bouleversements socio-économiques mal maîtrisés qui ont creusé le fossé entre les élites et les populations appauvries des régions désindustrialisées du nord et du centre de l'Angleterre.

Il a par ailleurs bénéficié d'un courant europhobe qui transcendait le clivage droite/gauche. Ce courant, entretenu par une grande partie de la presse, a fait naître au sein de la population une prédisposition aux solutions radicales, même sur un sujet aussi complexe et aux multiples répercussions que la sortie de l'UE. La personnalisation du projet politique de Boris Johnson a pu laisser supposer que seule une force nouvelle, anti-système, pourrait lever les blocages et résoudre l'impasse du Brexit.

Mais sa victoire n'aurait pu avoir lieu sans l'effondrement du Parti travailliste dans ses bastions historiques, où le leader Jeremy Corbyn n'est apparu crédible ni sur le Brexit, ni même sur les questions liées à la protection sociale. Johnson a ainsi réussi à agglomérer deux types d'électorat, habituellement opposés, autour d'une cause commune : le Brexit. Il est parvenu à chambouler des habitudes électorales bien ancrées pour recomposer le paysage politique.

La pratique du pouvoir

Une fois arrivé à Downing Street, Boris Johnson n'a pas tardé à se faire remarquer par son manque de sérieux. Son absence à cinq réunions de la Commission d'urgence relative à la pandémie a conduit le chef de l'opposition à l'accuser de défaillance. Son acharnement à prôner un Brexit dur, et à vouloir le finaliser au plus vite, avait occulté un manque total d'analyse des enjeux et paramètres du projet. D'après l'ancien responsable de la haute fonction publique Sir Ivan Rogers, ancien ambassadeur auprès de l'UE, le Premier ministre a fait preuve d'un amateurisme qui s'est traduit par des discours improvisés et de multiples revirements dans la conduite des affaires. Dans deux dossiers cruciaux, la gestion de la pandémie et l'opération d'évacuation des personnels britanniques d'Afghanistan, cette légèreté fut d'autant plus grave que de nombreuses vies étaient en jeu.

Le Royaume-Uni a payé un très lourd tribut au Covid-19 avec plus de 150 000 décès. Au début de la crise sanitaire, en février 2020, le gouvernement a largement sous-estimé le danger et l'adhésion du Premier ministre

Le Royaume-Uni a payé un très lourd tribut au Covid-19

au principe de l'immunité collective a permis au virus de se propager très rapidement alors que des mesures énergiques et immédiates auraient dû être prises pour le freiner. Tandis que des messages peu convaincants, et parfois ambigus, étaient adressés à la population, Boris Johnson a continué à serrer les mains sans réserve jusqu'à son hospitalisation en soins intensifs en avril 2020. L'année suivante, après une campagne vaccinale réussie, la décision prématurée de relâcher les contraintes pour faire repartir l'économie a provoqué un rebond épidémique. L'absence de stratégie claire et cohérente, les nombreux retards et ratés, ainsi que les insuffisances en termes de coordination, de ressources et d'équipements (gants, masques, blouses et respirateurs artificiels) dans les hôpitaux ont été consignés dans un rapport⁴ de la Commission parlementaire sur la science et la technologie.

La gestion de l'opération d'évacuation d'Afghanistan, après la reprise du pouvoir par les talibans en août 2021, a aussi été jugée chaotique. Elle a fait l'objet de discussions enflammées à la Chambre des communes et une commission d'enquête parlementaire a été lancée. L'attitude du ministre des Affaires étrangères Dominic Raab – qui était en vacances au moment des faits et a tardé à rentrer – a concentré de nombreuses critiques. Lors du remaniement gouvernemental de septembre 2021, Raab a certes perdu son poste, mais il s'est vu confier le portefeuille de la Justice et attribuer le titre de vice-Premier ministre.

Outre sa gestion approximative des affaires sensibles, Boris Johnson s'est aussi vu reprocher son rapport trouble à la vérité. Il n'a pas hésité à recourir à des références ou des faits inventés, comme à ses débuts dans le journalisme au *Times*, où une affabulation lui avait coûté son poste⁵. Peu importe la véracité des faits évoqués ou l'exactitude des chiffres énoncés, ce qui compte à ses yeux, c'est leur effet immédiat sur l'auditoire et les émotions suscitées. Il en est ainsi des chiffres erronés, assénés de façon répétitive, comme les 350 millions de livres versés chaque semaine au budget de l'UE qui, selon le partisan du *leave*, auraient trouvé un bien meilleur usage en finançant la modernisation des services de santé britanniques. Quant à la promesse de campagne de construire 40 hôpitaux

4. « Coronavirus: Lessons Learned to Date, Health and Social Care, Committee and Third Report on the Science and Technology Committee of Session 2021-2022 », House of Commons, 12 octobre 2021, disponible sur : committees.parliament.uk.

5. En 1989, Boris Johnson, alors journaliste au *Times*, a été renvoyé pour avoir fourni une citation prétendument attribuée à son parrain, l'historien Colin Lucas, sur la relation du roi Édouard II avec le chevalier gascon Pierre Gaveston.

d'ici 2030, il s'agirait en réalité essentiellement de rénovation ou de reconstruction.

Cette pratique du mensonge – qui a contribué à valoir à Boris Johnson des comparaisons régulières avec Donald Trump – correspond à l'entrée du monde occidental dans l'ère de la post-vérité. Elle sert tantôt à convaincre en travestissant la réalité, tantôt à tenter de se disculper. La dernière affaire en date – qui a défrayé la chronique en janvier 2022 – concerne la révélation de fêtes clandestines à Downing Street en 2020 pendant le confinement et en 2021 à la veille des funérailles du prince Philip, où Elizabeth II était apparue seule, assise sur un banc de la chapelle Saint George dans le strict respect des règles sanitaires. Avant cela, il y avait eu d'autres affaires : le règlement des travaux de rénovation de l'appartement du Premier ministre, le coût du Brexit, le prétexte donné à la Reine pour proroger le Parlement ou encore des liaisons extra-conjugales.

La démocratie à l'épreuve de Boris Johnson

Depuis l'arrivée de Boris Johnson au pouvoir, un nouveau style de comportement à l'égard des personnalités jugées gênantes ou hostiles a pénétré la sphère politique. Le recours à des formules désobligeantes ou humiliantes a été relativement fréquent, qu'il s'agisse d'opposants ou d'individus ayant des avis divergents. Parfois, le Premier ministre a joint les actes à la parole : des sanctions ont par exemple été prises contre les députés de son propre camp qui se sont mis en travers de son chemin. En 2019, 21 élus, parmi lesquels Nicholas Soames – le petit-fils de Winston Churchill – et Philip Hammond l'ex-ministre des Finances, ont ainsi été exclus du Parti conservateur pour avoir voté une motion permettant à la Chambre de reprendre le contrôle de l'agenda parlementaire.

L'acrimonie s'est également fait sentir dans les relations entre Downing Street et Bruxelles au sujet du Brexit. Les négociations avec les responsables européens ont révélé une stratégie de la tension continuelle, pour faire pression sur les interlocuteurs, que ce soit dans la gestion du temps ou par le biais de différents outils comme l'inertie, l'intimidation ou même la menace⁶. Les négociateurs britanniques ont également tenté de diviser les chefs de gouvernement européens par le biais de tractations bilatérales, sans toutefois y parvenir.

6. Jusqu'à sa démission le 18 décembre 2021, David Frost, ancien ministre chargé du suivi de la mise en œuvre du Brexit, a brandi mois après mois la menace d'activation de l'article 16 du protocole nord-irlandais qui aurait suspendu unilatéralement le fonctionnement des échanges entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

L'empressement de Boris Johnson à résoudre la question du Brexit, salué par une grande partie de l'opinion publique comme un signe de volontarisme politique, a cédé la place à une forme de précipitation dans l'exercice du pouvoir. En voulant traiter les questions de politique intérieure de façon expéditive et sans concertation préalable, le Premier ministre a tenté d'affaiblir les institutions qui définissent une démocratie libérale et peuvent être considérées comme des contrepoids au pouvoir exécutif, à commencer par le Parlement.

Deux manœuvres particulièrement grossières méritent d'être évoquées ici. La première, le 28 août 2019, visait à suspendre le Parlement pendant cinq semaines pour se soustraire au contrôle des députés dans la mise en place du projet de sortie du Royaume-Uni de l'UE⁷. La seconde, le 9 septembre 2020, avait pour objectif de faire voter un projet de loi sur le marché intérieur qui aurait invalidé le fonctionnement du protocole nord-irlandais, annexé à l'Accord de retrait et ratifié par le Parlement. Dans le premier cas, les onze juges de la Cour suprême ont infligé un revers sévère au Premier ministre en déclarant que la prorogation était illégale dans la mesure où le chef du gouvernement avait agi dans le but d'entraîner le Parlement dans l'exercice de son contrôle de l'exécutif.

Concernant le projet de loi relatif au marché intérieur britannique, déposé à la Chambre le 9 septembre 2020⁸, l'idée du Premier ministre était d'accorder aux autorités gouvernementales une compétence générale et exclusive avec le pouvoir de décider des modalités de circulation des marchandises entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord⁹, ainsi que des aides d'État¹⁰ au profit de la province nord-irlandaise. Il s'agissait d'éléments que le protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord, annexé à l'Accord de retrait, était censé régir sur la base d'une concurrence équitable (*level playing field*) entre le Royaume-Uni et l'UE. L'unilatéralisme britannique constituait une violation patente d'un traité¹¹ qui avait été signé par le Premier ministre et ratifié par le Parlement. La brutalité de

7. La démarche de Boris Johnson était manifestement à la fois une manœuvre destinée à accroître la pression, non seulement sur son Parlement, mais aussi sur ses partenaires européens, et une tactique visant à empêcher la Chambre des communes de bloquer une sortie sans accord, que le Premier ministre n'excluait pas s'il ne parvenait pas à un compromis satisfaisant avec l'UE au 31 octobre 2019. La prorogation impliquait en effet l'arrêt définitif des travaux parlementaires en cours, qu'il s'agisse des motions qui n'avaient pas été adoptées ou des projets de loi qui n'avaient pas franchi toutes les étapes requises avant d'être validés par la sanction royale.

8. Ce projet ne figurait pas dans le programme électoral des conservateurs.

9. Protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord, articles 5, 6, 7 et 8.

10. *Ibid.*, article 10.

11. Les clauses 42 à 47 de la partie 5 du projet de loi contrevenaient aux articles 5 et 10 du protocole nord-irlandais. Cette initiative allait provoquer la stupeur et l'indignation des négociateurs et responsables européens.

l'action gouvernementale portait également atteinte au droit interne, avec le risque implicite d'exclure tout recours juridictionnel¹². Le 8 décembre 2020, le gouvernement britannique consentait à retirer les clauses controversées de façon à pouvoir progresser dans l'élaboration de l'Accord de commerce et de coopération conclu le 24 décembre 2020.

Les cibles du pouvoir

Le Brexit a prospéré sur un terreau favorable, celui du rejet de l'expertise incarnée par la haute fonction publique, les tribunaux, les juges, les partis politiques et les commissions disposant d'une certaine indépendance. Le Premier ministre et ses proches n'ont pas manqué d'exprimer à plusieurs reprises leur hostilité aux contre-pouvoirs indispensables à la démocratie, et de prendre des dispositions pour en réduire le rôle. Par exemple, dans un entretien diffusé sur la chaîne Sky News le 9 mai 2017, Michael Gove, secrétaire d'État à l'Égalité des chances, au Logement et aux Communautés, déclarait : « Je pense que les gens de ce pays en ont assez des experts, avec des organisations, des acronymes, qui disent qu'ils savent ce qui est le mieux et se trompent systématiquement. »

Les années qui ont suivi le référendum sur le Brexit ont vu se développer un mépris de la technocratie et du processus de décision politique traditionnel, au nom d'une vision simpliste de la société divisée entre les élites et le peuple. Les débats qui ont eu lieu de 2016 à 2020 ont fait apparaître les responsables politiques comme incompetents, éloignés des préoccupations quotidiennes de la population et voulant contrarier la volonté du peuple en bloquant l'accord de retrait.

L'idée de réformer la haute fonction publique avait été avancée par Dominic Cummings¹³, le très proche conseiller de Boris Johnson, qui considérait que l'indépendance des fonctionnaires pouvait nuire au pouvoir. Sur son blog, il avait cyniquement fait appel aux « tordus et aux marginaux » pour remplacer les fonctionnaires et secouer le pays¹⁴. Les

12. A. Antoine, « Le projet de loi sur le marché intérieur : une atteinte au droit international qui ne fait pas honneur aux Britanniques », Observatoire du Brexit, 16 septembre 2020, disponible sur : brexit.hypotheses.org.

13. Dominic Cummings a été premier conseiller de Boris Johnson entre juillet 2019 et novembre 2020, après avoir été directeur de la campagne du *leave*. Il serait l'auteur du slogan *Take back control* ainsi que du message fallacieux concernant les 350 millions de livres versés chaque semaine au budget européen. Son ascendant sur Boris Johnson était évident et lui a inspiré un certain nombre d'initiatives. Mis en cause pour avoir enfreint les règles du confinement en mars 2020, il échappa à toute sanction pendant plusieurs mois, avant d'être finalement prié de partir le 14 novembre. Depuis, il n'a cessé d'exprimer de violentes critiques à l'égard du Premier ministre.

14. J. Craig, « Dominic Cummings: PM's Adviser Invites Weirdos and Misfits to Work for Number 10 », Sky News, 3 janvier 2020, disponible sur : news.sky.com.

magistrats, perçus comme des obstacles, ont également été la cible du gouvernement et d'une partie de la presse favorable à l'exécutif. Après le jugement de la Haute Cour du 3 novembre 2016 qui interdisait la Première ministre Theresa May d'activer l'article 50 sans l'approbation du Parlement¹⁵, le *Daily Mail* titrait sous les photos des trois juges : « Ennemis du peuple ». Après l'arrêt de la Cour suprême jugeant la prorogation illégale, Boris Johnson n'a pas caché sa colère contre ceux qui l'avaient empêché de faire passer en force « son » Brexit, laissant entendre qu'il comptait bien se prémunir contre d'autres défaites judiciaires¹⁶.

Les magistrats ont été la cible du gouvernement

Il y a eu également plusieurs initiatives visant à museler les organes de contrôle. L'affaire Paterson, fin 2021, en est la dernière illustration, après le verdict rendu par la commission parlementaire indépendante chargée des questions éthiques au Parlement. Sa présidente Kathryn Stone avait, à l'issue d'une longue enquête, jugé que le député Owen Paterson s'était rendu coupable de conflits d'intérêts en étant rémunéré pour des activités de conseil assimilables à du lobbying. Mais le Premier ministre a fait pression sur les membres du Parti conservateur pour faire voter un amendement reportant la sanction et permettant la refonte du code d'éthique des parlementaires. Après un début de révolte dans les rangs du parti et une campagne de presse virulente dénonçant la corruption à grande échelle à Westminster, Boris Johnson a finalement dû faire marche arrière¹⁷.

Le cabinet ministériel est censé faire office de contrôle et de contrepoids au Premier ministre qui, par tradition, est considéré comme premier parmi ses pairs (*primus inter pares*). Les chefs de gouvernement auraient seulement, dans cette optique, le pouvoir que leurs ministres voudraient bien leur accorder. Or il est communément admis que Boris Johnson choisit ses ministres non pas en fonction de leurs compétences, mais avant tout pour leur loyauté à son égard. Un exemple souvent mentionné est celui de Priti Patel qui, en 2017, avait été renvoyée du gouvernement de

15. Ce jugement de la Haute Cour concernant l'affaire Miller serait confirmé en appel par l'arrêt de la Cour Suprême, le 25 janvier 2017, au nom du principe de suprématie parlementaire. Selon l'arrêt Miller de la Cour Suprême du Royaume-Uni, le Gouvernement ne dispose pas de la prérogative de décider seul du retrait de l'Union européenne sans l'accord préalable du Parlement exprimé en vertu d'une loi. Voir : (*R. (Miller and another v. Secretary of State for Exiting the European Union* [2017] UKSC 5), disponible sur : www.supreme-court.uk.

16. La tentative de réduire le champ d'application du contrôle juridictionnel s'est illustrée par le dépôt d'un projet de loi (*Judicial Review and Courts Bill*) le 21 juillet 2021, en cours d'élaboration aux Communes.

17. M.-C. Considère-Charon, « Vent de révolte au parti conservateur : le Premier ministre est-il en sursis ? », Observatoire du Brexit, 29 décembre 2021, disponible sur : brexit.hypotheses.org.

Theresa May pour avoir menti à la Première ministre après des réunions controversées en Israël. À son arrivée à Downing Street, Boris Johnson a nommé Priti Patel ministre de l'Intérieur, puis l'a soutenue en 2020 à la suite d'accusations de harcèlement à l'encontre d'un haut fonctionnaire. Depuis 2019, Boris Johnson a exigé la démission de 27 membres de son gouvernement, que le *Daily Star* a qualifié de « cabinet de clowns ». Ses trois remaniements ministériels ont démontré son refus de toute forme de divergence de vues.

* * *

Certains observateurs ont pu avancer l'idée que l'absence de constitution écrite – ou plutôt codifiée en un document unique – constituerait une brèche dans laquelle pourraient s'engouffrer les populistes. Dans son article « Populism and the UK Constitution », le professeur Andrew Blick analyse l'idée selon laquelle le Royaume-Uni pourrait ne pas avoir besoin d'un cadre constitutionnel rigide¹⁸. Il rappelle notamment la théorie du « brave gars » (*good chap*), qui avance que les détenteurs de l'autorité politique au Royaume-Uni auraient une connaissance presque innée de la conduite appropriée et des limites à ne pas franchir.

Cette théorie est manifestement infirmée par le cas de Boris Johnson, qui n'a eu de cesse d'ignorer les usages et conventions. Ses deux années à la tête du gouvernement ont été jalonnées par une succession d'affaires compromettantes qui, jusqu'à la fin 2021, ne semblaient pas ébranler outre mesure la confiance de l'opinion. On peut à cet égard s'étonner de l'indulgence dont il a longtemps bénéficié, sans doute due à son rôle clé dans le processus du Brexit mais aussi à une forme de banalisation des erreurs et errements des responsables politiques.

Après la remise du rapport de Sue Gray, la secrétaire permanente du bureau du Cabinet en charge de l'enquête sur les fêtes clandestines à Downing Street, les appels à la démission du Premier ministre se sont multipliés de la part des trois formations d'opposition, les travaillistes, les libéraux démocrates et le parti national écossais. Bien que sommaires, les conclusions de l'enquête se sont révélées accablantes pour le chef du gouvernement : elles font état d'infractions répétées aux règles sanitaires et d'une consommation excessive d'alcool. Une enquête de police a également été ouverte le 26 janvier 2022. Malgré ces derniers rebondissements,

18. A. Blick, « Populism and the UK Constitution », *The Constitution Society*, 3 juin 2019, disponible sur : consoc.org.uk.

la grande majorité des élus conservateurs soutiennent encore Boris Johnson. Cela signifie que l'issue de la procédure visant à contraindre le Premier ministre à la démission¹⁹ est incertaine. Peut-être n'y a-t-il pas si près du Capitole à la Roche tarpéienne.



Mots clés

Boris Johnson
Royaume-Uni
Brexit
Populisme

19. Si au moins 15 % des députés conservateurs, soit 54 élus, demandent la démission au comité 1922, qui constitue les instances du Parti conservateur, un vote de défiance peut être mis en place à l'encontre du Premier ministre. Au cas où une majorité se dégagerait, l'élection d'un nouveau leader devrait avoir lieu et Boris Johnson n'aurait pas d'autre choix que de quitter le 10 Downing Street.